

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

En Iran, la guerre sous cloche de l'administration Trump



Le porte-avions « Abraham-Lincoln », dans un lieu non divulgué, le

3 mars. US NAVY VIA REUTERS

Piotr Smolar

Entre rétention d'informations, objectifs fluctuants et tentatives de dissimulation, la Maison Blanche est peu encline à rendre des comptes sur le conflit contre Téhéran

WASHINGTON - *correspondant*

La vie des soldats américains déployés au Moyen-Orient depuis de longs mois a été placée sous scellés. Le contraste est saisissant avec les innombrables vidéos tournées par des Russes sur le front ukrainien, se plaignant de violences de leurs supérieurs ou de conditions matérielles déplorables. Le

Pentagone, lui, a réussi à imposer une discipline interne rare. Si la guerre contre l'Iran constitue un naufrage stratégique pour les Etats-Unis, l'opinion publique et même les élus au Congrès n'en perçoivent la réalité que par des interstices.

Le 5 août, la chaîne MS NOW publiait un article sur son site reposant sur le témoignage d'une dizaine de proches de soldats, embarqués depuis huit mois à bord du porte-avions USS *Abraham-Lincoln*.

« Beaucoup ont raconté que leur enfant ou leur conjoint leur avaient parlé de toilettes hors d'usage, de douches couvertes de moisissures, de laveries qui étaient restées en panne pendant des semaines et de périodes prolongées sans eau chaude pour se doucher », relatait l'article. Quelques mois plus tôt, sur les réseaux sociaux, des photos de plateaux-repas révoltants, servis aux 5 000 passagers, avaient circulé. Le Pentagone avait nié tout problème d'approvisionnement.

Mais la préoccupation la plus sérieuse semble être la santé mentale des marins, ne voyant aucun terme officiel à leur mission. Selon des médias en ligne spécialisés dans les questions militaires, plusieurs d'entre eux, à bout de nerfs, ont tenté de sauter par-dessus bord. Le *Lincoln* devrait bientôt achever sa rotation de plus de deux cent cinquante jours. Les sénateurs démocrates – à commencer par Richard Blumenthal (Connecticut) – ont adressé une liste de questions au sujet de celui-ci au Pentagone.

La guerre contre l'Iran révèle un paradoxe frappant. L'information

afflue de toutes parts. Grâce à l'imagerie satellite, il est possible de suivre la circulation aérienne et navale, civile et militaire. Des cartes sophistiquées et animées sont disponibles en source ouverte.

Certains experts se spécialisent dans la comptabilité des missiles employés par les parties impliquées, surveillant ainsi la profondeur des réserves. Un tanker prend feu ? Images. Un pays du Golfe est touché par des missiles ou des drones iraniens ? Images.

Pourtant, la guerre suspendue, conduite par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran depuis la fin février, se dérobe aux regards, aux témoins directs. Du côté iranien, la fermeture d'Internet pendant de longs mois était motivée par la volonté d'un régime répressif aux abois de consolider la société face à l'ennemi extérieur. Du côté américain, en revanche, l'entreprise de dissimulation, de déni et de diversion a été inhabituelle par son ampleur, mélange d'improvisation et de préméditation, sous couvert de la sécurité nationale et opérationnelle.

Il n'y a pas de journalistes embarqués avec l'armée au Moyen-Orient. Le sénateur Jon Ossoff, l'une des figures montantes du Parti démocrate, candidat à sa réélection en Géorgie, a résumé ainsi cette stratégie, lors d'une réunion publique récente : « *Il y a quelque chose d'exceptionnellement méprisable dans le fait de mentir à la nation pour l'entraîner dans la guerre, en traitant ses citoyens comme des idiots et les patriotes désintéressés qui servent sous les drapeaux* »

comme des pions. »

Jennifer Kavanagh, directrice de l'analyse militaire au sein du cercle de réflexion Defense Priorities, souligne le caractère « *unique* » de la guerre contre l'Iran, sur plusieurs plans. « *Pour la première fois, les Etats-Unis se retrouvent dans une situation où ils ont clairement subi une défaite stratégique aux conséquences de long terme, qu'ils ne peuvent pas mettre sous le tapis, dit-elle. Les conséquences immédiates – la perte de puissance militaire américaine et la fermeture du détroit d'Ormuz – sont évidentes pour tout le monde. La deuxième chose qui me frappe, c'est que l'administration n'a absolument pas cherché à convaincre l'opinion publique américaine et le Congrès du bien-fondé de la guerre avant son déclenchement. Ensuite, elle a tenté de limiter les informations disponibles. Mais le contexte est totalement différent de celui de 2003 et de la guerre en Irak, en matière de sources ouvertes, de données et d'informations satellitaires. »*

épuisement des missiles

La dissimulation a commencé par les mots employés à la Maison Blanche. En juin 2025, Donald Trump prétendait que le programme nucléaire iranien était « *anéanti* », après les frappes contre trois sites stratégiques. A compter de la fin février, il a parlé d'« *excursion* », de « *détour* », et non de guerre. Il a rejeté toute idée d'embourbement, en convoquant le souvenir des engagements au Vietnam et, plus

récemment, en Afghanistan et en Irak. Il a prétendu que la hausse des prix, notamment à la pompe, n'était qu'un épiphénomène. Il répète, de semaine en semaine, que le détroit d'Ormuz est ouvert, alors que l'étranglement de la circulation des tankers saute aux yeux.

Mais le plus frappant a été l'incapacité à formuler des buts de guerre clairs. A l'origine, il était question de venir au secours des manifestants en Iran, dont des dizaines de milliers ont été tués par le régime début janvier. Puis il a été question des capacités balistiques iraniennes, d'empêcher définitivement Téhéran d'envisager un accès à la bombe nucléaire. La dernière étape consiste à aspirer – de façon irréaliste – à un retour à la situation de préguerre, avec un détroit d'Ormuz ouvert et sans frais de passage.

« La confusion autour d'objectifs mouvants est mauvaise, mais elle est habituelle, note Mark Cancian, expert militaire au cercle de réflexion Center for Strategic and International Studies (CSIS), après une longue carrière sous les drapeaux. En Afghanistan, après le 11-Septembre, on était passé en deux ans de la volonté de démanteler un refuge pour terroristes menaçant l'Amérique à l'ambition de stabiliser le pays, avec un gouvernement démocratique. D'habitude, ces objectifs sont élargis. Là, face à l'Iran, ils se sont contractés en seulement six mois. »

Tout se passe en accéléré, notamment l'épuisement des missiles et des munitions sophistiquées, trahissant l'impréparation de

Washington à une guerre moderne, du type de celle conduite dans l'est de l'Ukraine. La technologie légère des drones et leur coût réduit changent les calculs. Or, le Pentagone demeure configuré selon deux paramètres : la taille et la puissance. Il est parvenu à préserver une opacité sur l'ampleur des dégâts infligés par l'armée iranienne à ses bases au Moyen-Orient. Au 11 août, le bilan officiel de l'opération « Fureur épique » faisait état de 14 morts américains et 417 blessés en action. Mais le Pentagone a suscité une controverse en démarrant une comptabilité distincte à compter du 7 juillet, au moment de l'effondrement du cessez-le-feu, comme si un nouveau conflit était lancé. Le véritable bilan est de 18 morts et 624 blessés.

La même absence de transparence existe au sujet des dégâts matériels. S'il est légitime de garder le secret sur certains détails opérationnels, les élus des deux bords au Congrès ne comprennent pas pourquoi l'administration ne leur communique pas un état des lieux clair, pour préparer l'avenir. « *Nous avons évalué à 9 milliards de dollars [7,8 milliards d'euros] le coût d'une reconstruction à l'identique des infrastructures sur ces bases, en prenant bâtiment par bâtiment, même si le Pentagone a déjà dit que ce n'était pas son intention* », explique Mark Cancian.

Le 21 juillet, Pete Hegseth a été entendu par une commission sénatoriale au sujet du coût de la guerre. Le secrétaire à la défense a mis en avant un chiffre global de 37,5 milliards de dollars, mais celui-

ci ne comprend pas la rénovation des bases au Moyen-Orient, après les frappes subies. L'absence de transparence est d'autant plus curieuse, estiment les experts, que l'administration Trump demande des sommes sans précédent au Congrès : plus de 60 milliards de dollars supplémentaires pour couvrir les opérations contre l'Iran, mais surtout 1 500 milliards de budget pour la défense en 2027, soit 42 % d'augmentation. On retrouve ce flou au sujet des munitions, entre propos officiels rassurants et demandes urgentes adressées aux élus. Fin juillet, Mark Cancian estimait dans un article que les Etats-Unis avaient déjà utilisé environ la moitié de leurs stocks pour trois munitions de défense (Patriot, THAAD et PrSM) et environ un tiers pour le reste (JASSM, SM-2/3/6 et missiles Tomahawk). Cela suggère une vulnérabilité stratégique et une incapacité éventuelle à agir pleinement sur plusieurs théâtres de conflit simultanés.

L'administration Trump a vivement critiqué les évaluations circulant dans la presse. Le 6 août, sur son réseau Truth Social, le magnat ne cachait pas son irritation. « *Les “fuiteurs” à l'origine de ces déclarations relevant de la trahison sont traqués. De lourdes peines de prison seront requises !* » Donald Trump réagissait ainsi à un article du *Washington Post* révélant que le président avait pris à partie Pete Hegseth, au cours d'une retraite à Camp David, au sujet de l'état des stocks. Un tel épisode révélerait moins un problème de communication interne que la conduite impulsive de la guerre par un commandant en chef convaincu d'être plus stratège et compétent que

tous les experts réunis.

« les héros canardent »

Quant aux évaluations des stocks de missiles et des systèmes de défense, elles n'ont plus rien de confidentielles. *« Le fait que les chiffres réels soient classifiés est compréhensible, cela a toujours été le cas, souligne Marc Cancian. Mais lorsque notre estimation et notre analyse ont été critiquées, j'ai toujours répondu une chose. Il y a aujourd'hui beaucoup de documentations et de sources à disposition. La Chine, avec ses milliers d'agents de renseignement et un accès bien plus puissant à l'information, pourrait certainement parvenir aux mêmes évaluations, voire à des chiffres plus précis. »*

La Maison Blanche prétend que cette administration est la plus transparente de l'histoire, en invoquant les interactions constantes du président avec la presse. Mais elles n'ont rien à voir avec le fait de rendre des comptes factuels. *« Dans leur perspective, le fait même de critiquer Trump relève de la trahison, souligne Steven Cash, ancien cadre de la CIA et l'un des initiateurs du collectif The Steady State, qui rassemble plusieurs centaines de membres ou anciens membres des services de renseignement, de la diplomatie et de la défense. Vous n'avez donc plus besoin de transparence. L'autre aspect important est la diffusion d'une culture de combat de type cinématographique, empreinte de testostérone et non de fichiers Excel. Si vous avez vu des films, vous savez que les héros canardent. Ils ne remplissent pas des*

formulaire sur les pertes et les dégâts. On retrouve cette même philosophie au département de la sécurité intérieure, avec les agents de l'ICE [traquant les clandestins]. »

Le refus de l'administration de reconnaître officiellement la responsabilité américaine dans le bombardement, le 28 février, d'une école pour filles à Minab (sud de l'Iran), qui a tué 175 personnes, est symptomatique. Dans l'ensemble de l'appareil militaire, les structures chargées de contrôler et limiter les dégâts infligés aux civils ont été affaiblies et réduites. « *Pas de règles d'engagement stupides* », ni de « *guerre politiquement correcte* », a promis Pete Hegseth, quelques jours à peine après le début des opérations. On avait déjà perçu ce relâchement éthique et juridique avec les frappes contre des bateaux transportant supposément de la drogue dans les Caraïbes, causant des dizaines de morts, sans que les preuves de culpabilité soient présentées. Le flou juridique n'est pas un dommage collatéral ; il est voulu, pour avoir plus de latitude.

Dans les purges lancées au sein du Pentagone dès février 2025, Pete Hegseth avait notamment renvoyé les magistrats dits « *avocats généraux* » de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, qui supervisent le système de justice militaire. « *Cela s'inscrit dans la philosophie générale de Hegseth et de Trump. Pas de quartier,* » résume Harold Hongju Koh, professeur de droit international à la faculté de droit de Yale. *Ne cherchons pas à distinguer soigneusement*

les dommages infligés aux civils de ceux infligés aux combattants. On tire d'abord, on interroge après. C'est contraire à toute pratique responsable et respectueuse du droit, qui soit en conformité avec les conventions de Genève. »

Selon cet éminent spécialiste, qui fut conseiller juridique du département d'Etat entre 2009 et 2013, une autre dimension de l'opacité en vigueur concerne « *l'emploi sans précédent de l'intelligence artificielle, et en particulier la nature des bases de données servant à déterminer les cibles, et les critères en vigueur* ». Là encore, derrière les propos triomphants sur les objectifs atteints se dessine une réalité entièrement nouvelle.